



L'expertise au service
de votre développement

Jean-François Laborde-Balen

Expert-Comptable | Tél. : 01 46 02 08 00
Commissaires aux Comptes | Email : jflb@lbmassociés.fr
39 rue tahère | Site : www.lbmassociés.fr
92210 Saint-Cloud

FÉDÉRATION FRANÇAISE DE TRIATHLON

Association Sportive
Siège social : 9, rue de la Justice
93210 SAINT-DENIS
SIREN : 337 535 868

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 décembre 2024

FÉDÉRATION FRANÇAISE DE TRIATHLON
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux adhérents du FÉDÉRATION FRANÇAISE DE TRIATHLON
Association sportive
9, rue de la Justice
9320 Saint-Denis

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **FÉDÉRATION FRANÇAISE DE TRIATHLON** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3. Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes

auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes, notamment :

- L'annexe des comptes annuels expose les règles et méthode comptables retenues pour la présentation des comptes annuels. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par l'association, nous nous sommes assurés de la correcte application de ces méthodes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe au présent rapport et en fait partie intégrante.

Saint-Cloud le 12 mai 2025



Le Commissaire aux Comptes

Jean-François LABORDE-BALEN
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



6, quai Louis XVIII - 33000 BORDEAUX
Téléphone : 05 56 06 72 92
contact@accord-sport.com - www.accord-sport.com



FEDERATION FRANÇAISE DE TRIATHLON



COMPTES ANNUELS 2024

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	924 106	852 880	71 225	68 226
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	51 833		51 833	51 833
	Constructions	207 331	178 668	28 663	32 809
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	269 911	247 137	22 774	27 318
	Autres immobilisations corporelles	611 233	438 254	172 979	140 529
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	450 000	87 000	363 000	335 000
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	305 000		305 000	305 000
	Prêts	23 594		23 594	22 889
	Autres immobilisations financières	25 396		25 396	26 658
TOTAL (I)		2 868 403	1 803 939	1 064 464	1 010 262
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	15 191	1 960	13 231	18 595
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	39 705		39 705	126 745
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 518 586	372	1 518 214	2 401 283
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	482 264		482 264	618 153
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	2 539 393		2 539 393	1 680 756
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	63 368		63 368	63 393
	TOTAL (II)	4 658 507	2 332	4 656 175	4 908 925
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		7 526 910	1 806 271	5 720 639	5 919 187
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				48 990	49 547
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	379 586	379 586
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	498 024	672 967
	Excédent ou déficit de l'exercice	(437 094)	(174 943)
	Total des fonds propres (situation nette)	440 516	877 610
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	68 380	74 329
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	68 380	74 329
	Total des fonds propres	508 896	951 939
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	32 800	100 926
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	32 800	100 926
Provisions	Provisions pour risques	85 772	85 772
	Provisions pour charges	47 830	48 185
	Total des provisions	133 602	133 957
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers	9 047	9 295
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	721 185	474 400
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	422 457	406 472
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	99 265	118 068
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	3 793 386	3 724 128
	Total des dettes	5 045 341	4 732 364
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		5 720 639	5 919 187
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(437 093,99)	(174 942,80)
(1) Dont à moins d'un an		5 045 341	4 732 364
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	286 968	279 052
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	9 359	8 587
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	6 021 967	5 087 318
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 657 112	2 353 490
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	38 840	84 437
	Utilisations des fonds dédiés	68 126	229 339
	Autres produits		2
Total des produits d'exploitation		9 082 372	8 042 225
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	2 624	1 925
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	21 930	20 723
	Variation de stock	4 731	2 060
	Autres achats et charges externes	6 079 082	5 156 281
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	110 418	113 833
	Salaires et traitements	1 928 472	1 550 634
	Charges sociales	657 901	538 765
	Dotation aux amortissements et dépréciations	126 624	128 875
	Dotation aux provisions		87 106
	Reports en fonds dédiés		65 594
	Autres charges	727 388	714 041
	Total des charges d'exploitation	9 659 170	8 379 838
RESULTAT D'EXPLOITATION		(576 798)	(337 613)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(576 798)	(337 613)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		23 636
	Autres intérêts et produits assimilés	8 700	
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	28 000	45 000
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		36 700	68 636
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		36 700	68 636
RESULTAT COURANT avant impôts		(540 098)	(268 978)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	42 426	26 253
	Sur opérations en capital	45 949	19 680
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	8 743	45 681
	Total des produits exceptionnels	97 118	91 615
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	5 945	8 697
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		5 945	8 697
RESULTAT EXCEPTIONNEL		91 173	82 918
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		(11 831)	(11 117)
TOTAL DES PRODUITS		9 216 190	8 202 476
TOTAL DES CHARGES		9 653 284	8 377 419
EXCEDENT ou DEFICIT		(437 094)	(174 943)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			



FEDERATION FRANÇAISE DE TRIATHLON



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2024



SOMMAIRE DE L'ANNEXE

I – PRESENTATION DE L'ENTITE.....	p. 3
II – REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	p. 3
IV – INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN.....	p. 8
V – INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	p. 11
VI – AUTRES INFORMATIONS.....	p. 12

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2024 présente un total de **5 720 639 €**.

Le compte de résultat de l'exercice dégage un **déficit** de **437 094 €**.

L'exercice social a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes ont été arrêtés le 14 mai 2025, par le Conseil d'Administration.

I – PRESENTATION DE L'ENTITE

La Fédération Française de Triathlon et des Disciplines Enchaînées (F.F.TRI.) est une Fédération délégataire qui fonde son action sur le développement du triathlon et des disciplines enchainées en France métropolitaine et sur l'ensemble des régions et collectivités d'outre-mer.

L'association a, entre autres, pour objet de promouvoir, d'organiser et de mener toutes actions propres à développer la pratique : du Triathlon, du Para-Triathlon, du Duathlon, du Para-Duathlon, de l'Aquathlon, du Bike & Run, du Cross-Triathlon, du Cross-Duathlon et des disciplines enchainées (raid). La F.F.TRI a également pour objet de mettre en place la réglementation de l'activité sportive, d'assurer la formation et le perfectionnement de ses cadres/entraîneurs et de définir les règles (sécurité, contrôle, surveillance médicale...) d'organisation des compétitions.

Pour mener à bien ces projets, l'association est administrée par un Conseil d'Administration composé de 32 membres et d'un Bureau Exécutif. Des commissions spécifiques sont mises en place pour traiter de sujets qui leurs sont dédiés (commission financière, commission médicale...)

Les ressources de la Fédération proviennent notamment des affiliations et adhésions des membres à la Fédération, des subventions étatiques, de droits d'inscription aux compétitions, de partenariats ou encore de services rendus aux membres de l'association.

II – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement n° 2018-06 relatif à la réécriture du plan comptable général et pris en compte le règlement n° 2014-12 au titre des règles de comptabilisation des domaines spécifiques : règles d'évaluation, de réévaluation des éléments du patrimoine, des contributions volontaires en nature.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation,
- Importance relative,
- Permanence des règles et méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles figurant au bilan représentent des logiciels et les coûts afférents au site internet de la Fédération. Ils sont amortis sur une durée de 1 à 5 ans.

Depuis 2017, la Fédération a réalisé de nombreux développements informatiques autour de son Intranet fédéral « Espace Tri » en faveur de ses clubs et licenciés. Ces travaux répondent à un contrat de développement pluriannuel de 5 ans.

Tout au long de la durée du contrat, les développements seront activés au fur et à mesure de leurs mises en service.

A la suite d'une décision prise par les dirigeants en fin d'année 2020 de faire évoluer l'Intranet fédéral « Espace TRI » à horizon du mois d'août 2022, une provision pour dépréciation a été comptabilisée en 2020 puis en 2021 pour un total de 76 521 € au 31/12/2021.

Les comptes 2024 comprennent une reprise sur provision de 8 743 € venant compenser les dotations aux amortissements des développements informatiques précédemment dépréciés ; au 31/12/2024, cette provision est à présent entièrement reprise en raison de la fin de l'amortissement des immobilisations incorporelles concernées par cette dépréciation.

Au cours de l'exercice 2024, de nouveaux développements informatiques portant sur l'Intranet fédéral « Espace TRI » ont été activés pour un montant global de 44 191 €.

2) Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisitions des immobilisations).



Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaires et dégressifs en fonction de leur estimation de durée de vie :

Immobilisations corporelles	Mode	Durées d'amortissement
Constructions	L	3 à 30 ans
Matériels et outillages	L	3 à 5 ans
Agencements	L	3 à 8 ans
Matériels de transport	L	4 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	L	3 à 5 ans
Mobilier	L	3 à 5 ans

3) Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont constituées :

- de titres de participation au capital de la SASU TRIATHLON EVENEMENTS, possédée à 100% pour 450 000 €
- de titres et garanties d'emprunts pour 320 525 €
- d'avances sur frais pour un montant de 23 594 €
- de dépôts en cautionnement pour 6 730 €
- de parts sociales pour 3 142 €

4) Fonds propres

Ils sont constitués des fonds pour projets associatifs, des fonds propres et du report à nouveau.

	Affectation du résultat				
	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Autres réserves	114 621,00 €				114 621,00 €
Réserves Médailles Olympiques	70 000,00 €				70 000,00 €
Réserve Projet associatif 2020	194 965,24 €				194 965,24 €
Report à nouveau	672 966,85 €	-174 942,80 €			498 024,05 €
Excédent N-1	-174 942,80 €	174 942,80 €			0,00 €
Sous-total	877 610,29 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	877 610,29 €
Déficit N					-437 093,99 €
Subvention d'investissement	74 328,98 €		40 000,00 €	45 948,95 €	68 380,03 €
Total fonds propres					508 896,33 €

5) Subventions et fonds dédiés

Elles sont utilisées conformément à leur objet et à la convention d'objectif.

Les conventions d'objectifs 2024 de l'Agence Nationale du Sport, accompagnées de notes méthodologiques, précise l'appréciation du calcul des fonds dédiés éventuels sur l'utilisation de la subvention.

Le calcul des fonds dédiés est depuis 2021 basé sur « le taux d'exécution budgétaire » et l'Agence Nationale du Sport admet désormais un écart maximum de seulement 5 % entre le budget prévisionnel et le coût réel de l'action. Ainsi les fonds dédiés ne sont constatés que si la subvention accordée est supérieure au coût réel ou lorsque le coût réel est inférieur de plus de 5 % au budget prévisionnel.

Fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation							
Convention d'objectifs MJS 2020	2 532 €		2 532 €	- €	- €	- €	- €
Convention ANS2022 - DVLPT	32 800 €		- €	- €	- €	32 800 €	32 800 €
Convention ANS2023 - DVLPT	65 594 €		65 594 €	- €	- €	- €	- €
Total	100 926 €	- €	68 126 €	- €	- €	32 800 €	32 800 €

La subvention du ministère de la Jeunesse et des Sports attribuée en 2020 a été consommé en totalité sur l'exercice 2024, apurent les fonds dédiés existant au 31/12/2023.

Les fonds dédiés relatifs à la subventions 2022 de l'Agence Nationale du Sport devaient faire l'objet d'un remboursement en 2024 ; aucune demande de remboursement n'ayant été reçue par la Fédération, cette somme demeure en fonds dédiés au 31/12/2024.

Enfin, la subvention attribuée par l'ANS au titre de « Développement 2023 » a été consommé en totalité sur l'exercice 2024, apurent les fonds dédiés existant au 31/12/2023.

6) Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

7) Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

8) Provision Indemnité de fin de carrière

La convention collective nationale du sport qui régit notre activité prévoit le versement d'indemnités de fin de carrière pour les salariés répondant à certains critères.

En application de la recommandation de l'ANC 2013-02 relative à la valorisation des engagements retraite, le montant des engagements existants au 31 décembre 2024 est provisionné à hauteur de 47 830 €.

Cette méthode, préférentielle, consiste en une évaluation actuarielle rétrospective.

IV – INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1) Etat de l'actif immobilisé

Immobilisations	Valeur en début d'exercice	Acquisition	Sortie	Réaffectation comptable	Valeur en fin d'exercice
Logiciels	879 914 €	44 191 €		0 €	924 106 €
Total immo. incorporelles	879 914 €	44 191 €	0 €	0 €	924 106 €
Terrain	51 833 €				51 833 €
Constructions	207 331 €				207 331 €
Matériel et outillage	261 924 €	7 987 €			269 911 €
Agencements	166 666 €				166 666 €
Matériel de transport	183 481 €	66 248 €			249 729 €
Matériel bureau & inform.	135 742 €	25 380 €			161 122 €
Mobilier	33 716 €				33 716 €
Total immo. corporelles	1 040 692 €	99 615 €	0 €		1 140 307 €
Total immo. financières	804 547 €	6 993 €	7 550 €		803 990 €
Total	2 725 153 €	150 799 €	7 550 €		2 868 403 €

2) Etat des amortissements

Amortissements	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
Logiciels	802 946 €	49 934 €		852 880 €
Total immo. incorporelles	802 946 €	49 934 €	0 €	852 880 €
Constructions	174 521 €	4 147 €		178 668 €
Matériel et outillage	234 606 €	12 531 €		247 137 €
Agencements	125 081 €	11 521 €		136 602 €
Matériel de transport	129 142 €	21 114 €		150 256 €
Matériel bureau & inform.	91 957 €	26 367 €		118 325 €
Mobilier	32 896 €	176 €		33 072 €
Total immo. corporelles	788 203 €	75 856 €	0 €	864 059 €
Total	1 591 149 €	125 790 €	0 €	1 716 939 €

3) Etat des dépréciations

Immobilisations	Valeur en début d'exercice	Dotation Dépréciation	Reprise Dépréciation	Valeur en fin d'exercice
Logiciels	8 743 €		8 743 €	0 €
Total immo. incorporelles	8 743 €	0 €	8 743 €	0 €
Total immo. financières	115 000 €	0 €	28 000 €	87 000 €
Total	123 743 €	0 €	36 743 €	87 000 €

La dépréciation des immobilisations incorporelles porte sur l'Intranet fédéral « Espace Tri », dont les perspectives de continuité d'utilisation ont été réduites dès 2020 au 31/08/2022.

Au 31/12/2024 la dépréciation des titres de la SASU TRIATHLON EVENEMENTS a été ajustée à hauteur de la valeur nette comptable des titres de la société au 31/12/2024.

4) Echéances des créances et des dettes

Créances	Montant net	Liquidité de l'actif	
		< 1 an	> 1 an
Stocks	13 231 €	13 231 €	
Acomptes versés	39 705 €	39 705 €	
Créances clients	1 518 214 €	1 517 842 €	372 €
Créances sociales	750 €	750 €	
Créances fiscales	151 512 €	151 512 €	
Autres créances	10 588 €	10 588 €	
Débiteurs divers	166 231 €	166 231 €	
Produits à recevoir	153 182 €	153 182 €	
Disponibilités	2 539 393 €	2 539 393 €	
Charges constatées d'avance	63 368 €	63 368 €	
Total	4 656 175 €	4 655 803 €	372 €

Dettes	Montant net	Degré d'exigibilité	
		< 1 an	> 1 an
TEVE	9 047 €	9 047 €	
Dettes fournisseurs	721 185 €	721 185 €	
Dettes sociales	343 601 €	343 601 €	
Prélèvement à la source	26 407 €	26 407 €	
TVA	47 733 €	47 733 €	
Autres impôts	4 715 €	4 715 €	
Autres dettes	99 265 €	99 265 €	
Produits constatés d'avance	3 793 386 €	3 793 386 €	
Total	5 045 341 €	5 045 341 €	0 €
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0 €	

5) Charges à payer

Charges à payer	Montant brut
Fournisseurs - factures non parvenues	90 669 €
Personnel - congés à payer	97 774 €
Personnel - charges sur congés à payer	54 681 €
Etat - charges à payer	4 715 €
Total	247 839 €

6) Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
Provision pour risques	85 772 €			85 772 €
Provision départ retraite	48 185 €		355 €	47 830 €
Total	133 957 €	0 €	355 €	133 602 €

Compte tenu d'une justification insuffisante de la consommation d'une partie de la subvention « Développement 2022 » attribuée par l'ANS, les dirigeants ont préféré provisionner un risque de restitution totale de la subvention portant sur la « Transformation numérique », encaissée en totalité et constatée en produit en totalité sur l'exercice 2022.

Cette provision représente le risque maximal encouru par la Fédération.

Au 31/12/2024, malgré plusieurs échanges avec l'ANS, aucune information ne permet de modifier la position prudentielle prise par les dirigeants.

7) Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant brut
Clients - factures à établir	7 700 €
Etat - subventions à recevoir	136 682 €
Divers - produits à recevoir	16 500 €
Total	160 882 €

8) Charges et produits constatés d'avance

Les produits et charges constatés d'avance sont des produits et des charges d'exploitation dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Les produits constatés d'avance (3 793 386 €) comprennent notamment des licences et des affiliations de la saison 2025, prises en fin d'année civile 2024.

Les charges constatées d'avance (63 368 €) comprennent notamment des dépenses engagées en fin d'année 2024 et dont la consommation sera effective en 2025.

V – INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

1) Composition du résultat

Détail résultat	Montant
Résultat d'exploitation	-576 798 €
Résultat financier	36 700 €
Résultat exceptionnel	91 173 €
IS	11 831 €
Total	-437 094 €

2) Détail des produits d'exploitation

Produits d'exploitation	Montant brut
Licences	3 567 051 €
Subventions	2 657 112 €
Partenariats financiers	1 039 880 €
Pass-journées	780 056 €
Produits et prestations divers	296 170 €
Affiliations et réaffiliations	286 968 €
Partenariats échanges	156 704 €
Licences manifestations	129 890 €
Report ressources non utilisées	68 126 €
Formations	40 467 €
Reprise de provisions	38 840 €
Droits d'inscription	11 750 €
Ventes de marchandises	9 359 €
Total	9 082 372 €

VI – AUTRES INFORMATIONS

1) Evènements principaux de l'exercice

SASU TRIATHLON EVENEMENTS

La FFTRI a créé une société par actions dénommée TRIATHLON EVENEMENTS en octobre 2013.

Elle a pour objet social de détenir toutes formes de participation et organiser tous types d'évènements, à assumer le contrôle des grandes épreuves fédérales, la gestion de la logistique de ces évènements, la gestion des produits dérivés, le marketing, la recherche de partenariat.

Une augmentation de capital de la SAS a été réalisée en date du 21 décembre 2015 par incorporation du compte courant d'associé ; celui-ci s'élève désormais à 450 000 €, intégralement détenu par la FFTRI.

En 2024, TRIATHLON EVENEMENTS n'a pas facturé de prestations à la FFTRI.

Au 31 décembre 2024, les capitaux propres de TRIATHLON EVENEMENTS s'élèvent à 364 839 €, soit une moins-value latente sur les titres détenus par la FFTRI de – 85 161 €.

A la clôture des comptes 2024, la provision a été actualisé à hauteur de 87 000 €, soit la totalité de la moins-value latente constatée sur les titres de la société TRIATHLON EVENEMENTS.

SAS TRIATHLON MOVE PUBLISHING

Le 25 mai 2016, TRIATHLON EVENEMENTS s'est associée avec la SARL MOVE PUBLISHING EVENTS pour créer la SAS TRIATHLON MOVE PUBLISHING (TMP) au capital de 150 000 €, détenue à moitié par chacun des deux associées.

Courant 2018, la SARL MOVE PUBLISHING EVENTS a cédé l'intégralité de ses parts (soit 750 actions) à TEVE pour 1 €.

Début 2019, TEVE a cédé 1 action pour 1€ à Emmanuel Chabannes, afin que la société TEVE ne soit pas associé unique.

En 2024, la SARL MOVE PUBLISHING EVENTS n'a pas eu d'activité.



2) Ventilation de l'effectif moyen

Catégorie	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	8	
Employés	26	
Cadres techniques		25
Encadrement médical	3	
Total	37	25

3) Rémunération des dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 sur le volontariat associatif, la rémunération totale des 3 plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés au cours de l'exercice 2024 s'élève à 68 652 €.

4) Intéressement

Les conditions de versement d'un intéressement n'étant pas atteintes après établissement des comptes 2024, aucun intéressement n'a été provisionné.

5) Engagements financiers

Engagements donnés

Nature des engagements donnés	Total	< 1 an	> 1 an
Effets escomptés non échus			
Avals et cautions			
Crédit bail immobilier			
Crédit bail mobilier			
Engagement de retraite			
Total	0 €	0 €	0 €

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires dus au titre de la mission de contrôle légal des comptes en 2023 et facturés en 2024 s'élèvent à 9 115 €.

6) Crédit d'impôt en faveur de la recherche

En 2019, la Fédération a embauché deux doctorants dans le cadre d'une convention CIFRE (Convention Industrielle de Formation par la Recherche) signée avec l'Association Nationale de la Recherche et de la Technologie (ANRT) pour des travaux de recherche portant sur le sujet suivant : les stratégies et l'environnement dans la performance sportive de haut-niveau : triathlon.

En 2022, un des deux doctorants a été recruté en contrat à durée indéterminée pour poursuivre ses travaux au sein de la Fédération.

Le montant du crédit d'impôt en faveur de la recherche s'élève à 11 831 € au titre de l'année 2024.

7) Contributions en nature

A ce jour, aucune valorisation comptable ou extracomptable du bénévolat n'est effectuée au sein de la F.F.TRI.

Les bénévoles contribuant aux actions de la Fédération sont principalement des membres élus.



Jean-François Laborde-Balen

Expert-Comptable
Commissaires aux Comptes
39, rue Tahère
92210 Saint-Cloud

Tél. : 01 46 02 08 00
Fax : 01 46 02 02 49
Email : jflb@lbmcabinet.fr
Site : www.lbmassociés.fr

FÉDÉRATION FRANÇAISE DE TRIATHLON

Association sportive

9, rue de la Justice
93210 Saint Denis

RAPPORT SPECIAL

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

EXERCICE CLOS LE 31 décembre 2024

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'Assemblée Générale à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre fédération, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité ou leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaire au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT :

1. Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé :

1.1 Convention de rémunération du président

Personne intéressée : Cédric GOSSE.

Nature et objet : rémunération au titre de la fonction de président de la Fédération Française de Triathlon.

Modalités : montant versé sur la période du 01/01/2024 au 31/12/2024 : **68 652 €**.

**1.2 Convention de délégation de services, la médiatisation des Grandes Epreuves
Fédérales, la gestion et la vente des matériels fédéraux et des équipements entre la
société TRIATHLON EVENEMENTS et la F.F.TRI.**

Cette convention de délégation de services est traitée par la Fédération comme une convention courante.

Au titre de l'exercice 2024, TRIATHLON EVENEMENTS n'a facturé aucune prestation à la FFTRI.

2. Conventions nouvelles :

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune autre convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à votre approbation.

A Saint-Cloud
le 12 mai 2025,



Jean-François Laborde-Balen